



DECLARATION CONJOINTE DES PRESIDENTS CENTRAMERICAINS

Nous vous proposons le texte intégral du document signé par le cinq présidents au Salvador le 14 février.

ROMPRE LE CERCLE DE LA MISERE

Le dialogue régional semble désormais inévitable.

LE TEMPS DES DEFIS

Au sommet des présidents, le gouvernement nicaraguayen a gagné la paix et sa reconnaissance par les autres pays centraméricains. Fort du soutien populaire, il compte gagner les élections de 1990.

L'EDUCATION MALADE DE LA CRISE

L'enseignement, en particulier universitaire, souffrira cette année des difficultés économiques que connaît le pays.

LA PATIENTE IMPATIENCE

Le dernier livre de Tomas Borge vient d'obtenir le prix "Casa de las Americas". Le poète Erick Blandón nous fait partager son émotion.

EL SALVADOR: "ILS ONT PEUR QUE LE PEUPLE IMPOSE LA DEMOCRATIE"

La récente proposition du FMLN signifie-t-elle que la guérilla va déposer les armes ? la lutte armée est-elle encore valable en Amérique latine ? quel avenir pour le Salvador après le triomphe de la révolution ? l'ANN a interrogé Roberto Roca, un des cinq commandants du FMLN.

EN BREF :

- HONDURAS : LES MILITAIRES MENENT LA DANSE

40 P 11481

DECLARATION CONJOINTE DES PRESIDENTS CENTRAMERICAINS

La Paz/Managua, 15 fév. (ANN) Les présidents du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica, réunis dans le département de La Paz, République du Salvador, les 13 et 14 février 1989, ont analysé l'état du processus de paix en Amérique centrale et ont adopté des décisions nécessaires à son déroulement, compte tenu que les engagements pris dans le cadre d'Esquipulas II et de la déclaration d'Alajuela (note 1) constituent un tout commun et indivisible.

Les présidents du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala et du Honduras ont pris connaissance de la disposition exprimée par le président constitutionnel du Nicaragua, Daniel Ortega, de développer un processus de démocratisation et de réconciliation nationale dans son pays, dans le cadre des accords d'Esquipulas II, en menant à bien, entre autres, les actions suivantes :

Une fois effectuées les réformes de la législation électorale et de la législation qui régle l'expression de la pensée, l'information et le régime d'expression de l'opinion publique, de façon à garantir l'organisation et l'activité politique des partis dans le sens le plus large, s'ouvrira une première période de quatre mois pour la préparation, l'organisation et la mobilisation des partis. Suivra immédiatement une nouvelle période de six mois d'activité politique, au terme de laquelle auront lieu l'élection du président et du vice-président de la République, des représentants à l'Assemblée nationale, des conseils municipaux et des députés au parlement centraméricain. Ces scrutins devront être réalisés au plus tard le 25 février 1990, à moins que, d'un commun accord, le gouvernement et les partis politiques d'opposition décident d'une autre date.

Le gouvernement du Nicaragua formera le conseil électoral suprême en équilibrant la participation des représentants des partis politiques d'opposition. A cette fin les présidents appellent les partis politiques nicaraguayens à participer au processus électoral. Des observateurs internationaux seront invités à participer, spécialement des délégués des secrétaires généraux des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains, et à être présents dans les différentes circonscriptions électorales pendant les deux étapes mentionnées, afin de constater la régularité du processus électoral.

Le gouvernement du Nicaragua garantira le libre fonctionnement des médias au moyen de la révision et de la modification de la loi qui les régit et de l'attribution d'un temps d'antenne et d'horaires de diffusion égaux pour tous les partis à la télévision et sur les radios d'Etat. Le gouvernement autorisera tous les médias à s'approvisionner dans le pays ou à l'étranger, selon leur convenance, en matériel et équipements nécessaires pour l'accomplissement de leur tâche.

En accord avec la proposition du président du Nicaragua et avec l'initiative du président du Honduras, les présidents centraméricains s'engagent à élaborer, dans un délai qui n'excédera pas 90 jours, un plan conjoint pour la démobilisation, le rapatriement ou la réinstallation volontaires au Nicaragua ou dans des pays tiers, des membres de la Résistance nicaraguayenne et de leur famille. A cette fin, ils demanderont l'aide technique des organismes spécialisés des Nations Unies.

Afin de contribuer à créer les conditions pour la démobilisation, la réinstallation ou le rapatriement volontaires des Nicaraguayens qui ont été impliqués dans des actions armées directes ou indirectes et qui se trouvent en territoire hondurien, le gouvernement du Nicaragua a décidé de procéder à la libération de prisonniers, en accord avec la classification établie par la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

Ce plan prévoiera également une assistance pour la démobilisation de toutes les personnes qui ont été ou sont impliquées dans des actions armées dans les pays de la région si elles le sollicitent.

Pour s'acquitter des engagements concernant la vérification de la sécurité, la commission exécutive est chargée de promouvoir immédiatement les réunions techniques destinées à établir les mécanismes les plus appropriés et efficaces en accord avec les conversations qui ont eu lieu à New York avec le secrétaire général des Nations Unies.

Les présidents réaffirment le pouvoir des commissions nationales de réconciliation de continuer à développer les fonctions spécifiques de vérification dans les domaines signalés par la procédure de Guatemala (note 2) et la déclaration de Alajuela, et d'informer périodiquement la commission exécutive du résultat de leur travaux.

Les présidents centraméricains ont réitéré avec fermeté la demande contenue dans l'article 5 de l'accord d'Esquipulas, afin que les gouvernements régionaux ou extra-régionaux qui, ouvertement ou de façon voilée, offrent de l'aide aux forces irrégulières ou aux mouvements insurrectionnels de la région, cessent immédiatement cet appui, à l'exception d'une aide humanitaire qui puisse contribuer aux objectifs de ce document.

Les présidents demandent à tous les secteurs, et spécialement aux mouvements insurrectionnels et aux forces irrégulières qui agissent dans la région, de participer aux processus politiques constitutionnels de chaque pays. Ils lancent un appel dans ce sens à tous les secteurs salvadoriens pour qu'ils participent aux prochaines élections. Les présidents ont insisté sur l'importance du parlement centraméricain comme forum dans lequel les peuples de la région, à travers leurs représentants élus librement et directement, discuteront et formuleront des recommandations appropriées sur les problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels de l'Amérique centrale.

Les présidents ont lancé un appel urgent à la communauté internationale pour qu'elle soutienne le processus de rétablissement socioéconomique des nations centraméricaines, tant à court qu'à moyen terme, et prenne en considération la gravité du problème de la dette extérieure et la nécessité d'un rétablissement du commerce intrarégional, élément fondamental pour le renforcement du processus d'intégration.

Ils ont plus particulièrement sollicité l'aide de la communauté européenne pour la réalisation d'un programme de restructuration, de relance et de renforcement du processus d'intégration économique de l'isthme centraméricain qui a été présenté officiellement au Guatemala au mois de janvier dernier. De même, ils ont accueilli très favorablement le rapport de la Commission internationale pour le redressement et le développement de l'Amérique centrale (note 3), lequel constitue un apport significatif pour la consolidation de la démocratie et la création d'un système qui garantisse le bien être et la justice économique et sociale dans la région.

Les présidents restent engagés à chercher de préférence des solutions directement négociées aux conflits surgis des effets de la crise centraméricaine. Ils sont convenus de créer la Commission centraméricaine de l'environnement et développement, organisme destiné à l'utilisation optimale et rationnelle des ressources naturelles de la région, le contrôle de la pollution et le rétablissement de l'équilibre écologique. La commission exécutive, lors de sa prochaine réunion, formera la commission susdite et la convoquera immédiatement, pour élaborer un accord qui établisse sa nature et ses fonctions.

De la même manière, les présidents ont offert leur ferme soutien à la réalisation d'une conférence internationale sur les réfugiés centraméricains (CIREFCA), au Guatemala au mois de mai de l'année en cours, qui aidera à trouver des solutions au problème posé par le flux des réfugiés et des déplacés affectés par la crise régionale.

Ils ont décidé de promouvoir un accord de coopération régionale pour lutter contre le trafic de drogues. A cette fin, la commission exécutive élaborera un projet d'accord qui sera remis aux gouvernements concernés. Ils ont également exprimé la volonté de leur gouvernements de soutenir l'initiative proposant la rédaction d'une convention des droits de l'enfant dans le cadre des Nations Unies.

Les présidents ont décidé de se réunir au Honduras à une date pas encore fixée.

Les présidents du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica remercient le peuple et le gouvernement du Salvador, et très spécialement le président José Napoleon Duarte, pour leur hospitalité, qui a permis la réalisation de cette réunion.

Département de La Paz, El Salvador, le 14 février 1989.

Note 1: déclaration conjointe des présidents après le sommet précédent qui avait eu lieu près de San José (Costa Rica) le 16 janvier 1988.

Note 2: autre nom des accords d'Esquipulas signés le 7 août 1987.

Note 3: également appelée Commission Sandford (voir bulletin no 141)

ROMPRE LE CERCLE DE LA MISERE

par Ricardo Pino Robles

Managua, 9 fév. (ANN). Alors que la pauvreté s'approfondit et se généralise dans l'isthme, le prochain sommet des présidents apparaît comme le dernier espoir. Les 13 et 14, Oscar Arias, José Napoleon Duarte, José Azcona, Vinicio Cerezo et Daniel Ortega auront l'occasion historique de prendre des décisions communes permettant de rompre le cercle de misère qui étouffe les peuples centraméricains.

La guerre, qui affecte directement le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua et indirectement les autres pays, a gravement endommagé l'infrastructure de la production et des services, a tué des milliers de personnes et déplacé une grande quantité de main d'oeuvre, y compris hors de la région.

Sur ces économies chancelantes, se sont abattus ces dix dernières années les effets de la crise mondiale auxquels se sont ajoutés des désastres naturels, séismes, incendies de forêts, ouragan, inondations et sécheresse, qui ont contribué à dessiner le paysage désolé que présente la région dans le domaine économique et social.

Les déséquilibres internes et externes se sont aggravés et atteignent désormais le seuil de l'intolérable: recul économique global, inflation galopante, balances commerciales négatives, chute importante du produit intérieur brut, et cela dans tous les pays de l'isthme.

Le service de la dette, qui n'a cessé de resserrer son étreinte, a obligé les gouvernements, l'an dernier, à payer un tribut qui va de 10 à 100 % de la recette des exportations, selon les chiffres préliminaires de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) de l'ONU.

LA DETTE EXTERIEURE DES PAYS CENTRAMERICAINS

	mio. dollars	intérêts des recettes d'export. en %
El Salvador	1'850	10.0 %
Guatemala	2'840	13.0 %
Honduras	3'230	14.4 %
Costa Rica	4'100	19.7 %
Panama	4'170	---
Nicaragua	6'700	103.0 %

Les conséquences sociales de la crise se manifestent du moment, entre autres par une instabilité politique alarmante, dont on prévoit que la solution ne peut être unilatérale et qui rend nécessaire, dans chaque pays comme à l'échelle régionale, une concertation dans les domaines social, économique et politique.

Mais, alors que le processus de concertation avance à un rythme très différent d'un pays à l'autre, le dialogue régional est proche car les gouvernements, acculés par la pauvreté, subissent la pression de la communauté internationale qui, à travers l'ONU, la CEE et le Comité de soutien au développement de l'Amérique centrale (CADESCA) formé par l'Amérique latine, offre son aide pour la relance économique à condition que la paix s'instaure.

Selon des spécialistes, le lancement de programmes conjoints, la reconstruction de l'infrastructure économique, la relance et la diversification de la production agropastorale et industrielle, la recherche d'une solution au problème de la dette et des échanges inégaux pourraient être le point de départ d'une stratégie d'intégration des économies centraméricaines dans un premier temps, puis latino-américaines.

Dans la conjoncture mondiale actuelle, il n'est guère envisageable que l'Amérique centrale, seule et en marge du continent, soit capable d'atteindre un développement continu. Elle devra se joindre à l'Amérique latine pour avoir enfin du poids dans les grands forums internationaux et devenir un élément moteur pour établir un nouvel ordre économique mondial.

On commence à entrevoir le chemin pour sortir de la crise, mais la décision de passer à l'offensive pour briser l'encerclement est entre les mains des gouvernements actuels, sur qui retombent la responsabilité historique d'être à l'écoute des sentiments et des désirs partagés par leurs peuples.

LE TEMPS DES DEFIS

par Ricardo Pino Robles

Managua, 15 fév (ANN). La révolution nicaraguayenne, après avoir lutté pendant huit ans et infligé une défaite à l'agression des Etats-Unis, va affronter maintenant un nouveau défi: consolider son processus de démocratisation.

Le sommet des présidents qui vient d'avoir lieu au Salvador a mis un point final à la politique d'agression mise en oeuvre de façon obsessionnelle par Ronald Reagan et qui a poussé l'économie nicaraguayenne au bord de la ruine. Le sommet du Salvador a sonné le glas de la Contra.

Par ailleurs, les engagements pris par le gouvernement nicaraguayen constituent un défi ouvert aux partis d'opposition, invités à faire la preuve de leur influence réelle par les élections.

L'accord de San Salvador, que certains appellent Esquipulas IV, est clair quant à la reconnaissance de la légitimité du gouvernement nicaraguayen et par conséquent ne prévoient pas de réforme de la constitution, réforme réclamée par les partis d'opposition.

Mais si les conditions de l'ouverture ratifient et peuvent consolider théoriquement, le modèle d'économie mixte, de pluralisme et de non-alignement, il reste à voir si les masses ont vraiment fait leur le projet sandiniste comme voie de développement de la nation. La preuve en sera faite aux prochaines élections présidentielles, prévues en février 1990.

C'est une lutte idéologique qui se développe, à travers les médias, largement ouverts à l'opposition, tandis que commence le processus de démobilisation et de désarmement des contras et la libération des ex-gardes somozistes. La concertation politique s'ajoute à la concertation économique et sociale pour sauver de la faillite l'économie nationale.

Certains observateurs indépendants estiment que la défense de la souveraineté nationale à coût cher au Front sandiniste, sur le plan économique, social et politique. D'autres affirment que la voie choisie par le gouvernement continue à bénéficier de l'appui de la majorité des travailleurs et des secteurs progressistes de la société nicaraguayenne.

Pour dissiper les doutes, le Front sandiniste se prépare à montrer qu'il continue d'être la première force politique du pays capable de mobiliser le peuple nicaraguayen. Ainsi, il appelle à une première manifestation le 21 février et pense rassembler 50'000 personnes pour Managua seulement.

Pendant ce temps, ce qu'il reste des forces d'opposition, éclatées en une quinzaine d'organisations, au moins, devra non seulement faire la preuve de sa capacité à mobiliser, mais également avoir un projet cohérent de développement à proposer au pays, différent, bien entendu, de celui du Front sandiniste.

Comme dans n'importe quelle démocratie, le règles du jeu donnent des chances égales aux adversaires, et c'est le soutien populaire qui tranchera, décidant si la révolution est capable ou non d'avancer et de se développer au Nicaragua, si elle conserve l'initiative historique et poursuit la lutte déclenchée par le soulèvement du "général des hommes libres", Sandino, pour la souveraineté nationale au Nicaragua, en Amérique centrale et dans toute l'Amérique latine.

L'EDUCATION MALADE DE LA CRISE

par Ondina Olivas

Managua, 9 fév. (ANN). La grave détérioration de l'économie nicaraguayenne a obligé le gouvernement à adopter une série de mesures anti-inflationnistes dont va se ressentir durement l'éducation nationale, amputée de 19 % de son budget cette année.

Pourtant l'éducation a toujours été une priorité pour le gouvernement, qui y a consacré 5 % du produit intérieur brut chaque année, a maintenu le taux de scolarisation en primaire à 75 % des enfants en âge scolaire, et a fait chuter l'analphabétisme à 12 % (il y avait environ 65 % d'analphabètes dans le pays en 1979).

Bien que les effets conjugués de l'inflation et du déficit commercial, estimé à 680 millions de dollars en 1988, mettent le pays dans une situation critique, Fernando Cardenal, ministre de l'éducation, a déclaré qu'il n'était pas question de remettre en cause la gratuité de l'enseignement, inscrite dans la constitution comme un droit fondamental des Nicaraguayens.

Selon F. Cardenal, on attend pour cette rentrée scolaire du 27 février environ un million d'écoliers, lycéens et étudiants, soit un tiers de la population du pays.

Les droits d'inscription universitaires seront de 10'000 cordobas (3,7 dollars), c'est-à-dire seulement un quart de leur coût administratif réel. Les coupes budgétaires vont obliger le ministère à fermer certaines sections de l'enseignement supérieur à faibles effectifs. Ainsi l'Université centraméricaine (UCA) de Managua a supprimé les filières d'enseignement des arts, des lettres et de la langue russe. Les classes de dessin d'architecture, de statistiques et de dessin publicitaire ont été fermées à l'université polytechnique (UPOLI). Dans les grands centres de l'Université nationale autonome du Nicaragua

(UNAN), les filières de physique et mathématiques, chimie et biologie, ont été regroupées. Il en a été de même à l'école d'agriculture, dans le département d'Estelí, pour les formations vétérinaires et zootechniques. Les facultés préparatoires de l'UNAN, qui dispensent des cours d'économie, ont fusionné avec les facultés de sciences de l'éducation.

Le système des "élèves-assistants" (note) dans les facultés, ainsi que le programme des bourses du ministère de l'éducation, souffriront également des coupes budgétaires. Seulement 1'500 boursiers-internes seront pris en charge cette année (logement, nourriture, équipement, aide financière), et quelques 3'000 boursiers-externes qui jusque-là touchaient une aide de l'Etat, seront affectés par les restrictions, mais le vice-ministre de l'éducation Solis Piura a affirmé qu'ils auraient la possibilité de poursuivre leurs études à l'étranger.

Malgré ce panorama critique, le ministère de l'éducation ne perd pas son optimisme, et prévoit qu'avec la paix et la réduction de l'inflation, les prochaines années verront une amélioration économique dont bénéficiera l'enseignement.

Note : les élèves-instructeurs sont des étudiants de niveau supérieur chargés de cours pour les premières et deuxième années.

LA PATIENTE IMPATIENCE

par Erick Blandón

Managua, 8 fév (ANN). La publication de "La patiente impatience", de Tomas Borge, constitue un véritable événement. Le livre vient d'obtenir le prix "Casa de las Americas" (note 1), reconnaissance qui, d'un coup, conduit à penser qu'il a une importance singulière.

Quand on sait par ailleurs que son auteur est le protagoniste de première ligne de l'histoire contemporaine du Nicaragua, on comprend que tout ce n'était pas assez, il suffirait de penser que Tomas Borge est une légende vivante, objet de haine pour l'ennemi et de respect et d'admiration pour ce peuple révolutionnaire ainsi que pour des millions de femmes et d'hommes qui, de par le monde, sont solidaires du Nicaragua et de son expérience héroïque.

Le texte est en soi un fait littéraire exceptionnel, et c'est cela l'important, cela qui en fait un événement.

C'est l'histoire d'un personnage, l'auteur, qui a rassemblé sa mémoire en un douloureux effort pour se raconter, écartant les préjuges ancestraux, affilant son stylet pour aiguïser son ironie, se dépouillant pour tout peser à la

balance de la justice, précis dans le fait historique, aimable et brutal. C'est la vie même, faite de mots en un langage angoissé par la hâte du devoir d'aimer, du devoir de se donner sans mesure.

"La patiente impatience" contient plusieurs histoires. C'est le conte d'un enfant qui, à peine né, tombe dans les bras d'une tante dispensatrice de tendresse qui devient son amie. C'est l'histoire d'un garçon qui grandit dans l'affairement d'une petite fabrique de cigares, dans le va-et-vient d'un commerce de grains, entre la lecture de Marx et les nymphes de la rivière de Matagalpa, entre le collègue San Luís et l'émoi des premières amours. C'est l'histoire d'un adolescent turbulent qui connaît la prison à peine sorti de la chaleur maternelle, qui prend la parole contre la dictature dans des meetings d'adultes, qui asticote les bibliothèques, construit ses rêves et ses espoirs et se jette dans le monde pour le transformer. C'est l'histoire de Carlos Fonseca et du Front sandiniste. C'est la bataille sanglante contre la tyrannie, depuis le matin du grand soir jusqu'à l'aube de la victoire. C'est la vie inimaginable de Tomas Borge.

Un homme assoiffé de justice, qui risque sa vie et l'amour des siens pour entreprendre un voyage sans retour vers la liberté, traverse ce livre, secouant la conscience du lecteur par son expérience vitale, son témoignage inédit et cruel, iconoclaste et en cela profondément humain. La poésie vient se mettre au service d'un ardent désir de vivre et d'illuminer l'existence, l'humanité, l'univers dans cette oeuvre qui parvient à nous donner la version ultime de l'histoire et de la culture, non seulement du Nicaragua mais de tout un continent qui émerge du songe de Bolivar et de Sandino pour chevaucher rocinante avec le Che.

Tomas Borge, pour écrire, laisse au vestiaire les honneurs et les ornements qu'il s'est gagnés au combat. Il renonce aux symboles de son autorité, il oublie qu'il est ministre de l'intérieur. Comme Manolo Cuadra (note 2), il abandonne le sifflet pour mettre son âme sur ses lèvres. Il n'a rien du héros du film, du m'as-tu-vu qui essaie de nous convaincre que sans lui la vie ne serait pas la vie. Non. Tomas Borge renonce à tous les encensoirs et confesse qu'il a douté, un instant, de la validité de la lutte armée, qu'il porte une part de responsabilité dans la profonde crise qu'a traversé le Front sandiniste (note 3), qu'il est un homme vulnérable face à la mère agonisante, un chêne abattu par la tragédie du suicide de sa fille. Tomas Borge, fragile, défie la mort.

Son livre est l'aventure réelle et surréaliste d'un chevalier redresseur de torts qui mille fois par jour remarque comme Doña Endira est belle quand elle traverse la place (note 4). C'est le petit fauve dompté ressuscité par les enchantements de la libido.

Lire cet ouvrage, c'est se lancer dans l'aventure de la connaissance humaine et - pourquoi pas - divine.

Quelle est la distance entre l'étude de Lénine et le prêche sur l'enfer d'Oviedo y Reyes, évêque par la grâce de Dieu et du Saint siège (note 5)... C'est voyager de la jungle de las Segovias (note 6) au très parisien Jardin des plantes, du mysticisme de Thérèse, la sainte qui meurt parce qu'elle ne meurt pas, à la fornication effrénée sur un grabat de Lima ou dans un champ de maïs de Telica (note 7). L'imagination parcourt les contreforts érogènes du Nicaragua et de l'Amérique.

Tomas Borge va aux sources et offre un témoignage oral. Il cite et fait sien, par la vertu de l'emprunt - ce que la canaille ignorante, si l'on ne met pas les guillemets, appelle plagiat - les épisodes amoureux de "Madame Bovary" ou "La chanson d'or" de Ruben Dario, père et maître magique de l'appropriation littéraire. Aucun possible de l'écriture créatrice auquel il n'ait recours.

"La patiente impatience" est un livre expérimental à plus d'un titre qui, à sa conclusion, à l'heure de la Passion et de la Résurrection glorieuse, se transforme en un monologue intérieur parce que sont venus les temps où il faut annoncer que l'homme, le paradigme idéal, est vivant comme une flamme: il s'appelle Carlos Fonseca.

Un livre à lire d'un trait, un jour ou l'autre.

Note 1: la "Casa de las Americas" est une institution culturelle du gouvernement cubain, dont le prestige rayonne sur toute l'Amérique. Le jury est composé des plus grands intellectuels latino-américains, comme Gabriel García Marquez ou Eduardo Galeano.

Note 2: le poète Manolo Cuadra, anti-somoziste mort en 1957, avait fait parti de la garde du dictateur Somoza García. Il a écrit un poème très connu dont le premier vers est "triste comme un policier au coin de la rue..."

Note 3: après la mort de Carlos Fonseca, tué par la garde somoziste en 1976.

Note 4: vers de l'archiprêtre de Hita, poète espagnol du XVème siècle.

Note 5: Mrg Oviedo y Reyes, mort en 1968, était évêque de Matagalpa dans les années quarante et Tomas Borge a écouté ses sermons, caractérisés par une rhétorique provinciale et un niveau assez bas.

Note 6: région montagneuse au nord du Nicaragua.

Note 7: hameau près de León (région pacifique, au nord de Managua).

EL SALVADOR: "ILS ONT PEUR QUE LE PEUPLE IMPOSE LA DEMOCRATIE"

par Jorge Sampson.

San Salvador, 6 fév (ANN). Roberto Roca, de son vrai nom Francisco Jovel, un des cinq commandants du Front Farabundo Martí pour la libération nationale et dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains, a passé la moitié de sa vie dans la lutte clandestine. Il donne l'impression d'un homme réfléchi, déterminé, profondément lié à son peuple. La situation politique actuelle, les propositions récentes de la guérilla de participer aux élections, l'avenir du Salvador après le triomphe de la révolution, tels sont les points sur lesquels le commandante Roca précise les positions du mouvement révolutionnaire salvadorien.

ANN: Pour la première fois, le mouvement révolutionnaire envisage les élections comme une solution possible au conflit armé. Cette nouvelle orientation a aiguë les contradictions entre les groupes politiques traditionnels. A-t-elle créé des problèmes au sein du FMLN ?

RR: Notre proposition a renforcé les contradictions qui existaient déjà entre les différentes forces politiques réactionnaires, qui soutiennent la "dictature d'un type nouveau", comme nous l'appelons avec une armée toute-puissante derrière une façade démocratique, une démocratie qui n'admet que des partis de droite. Au sein du FMLN, il n'y a pas de contradictions. Durant ces huit années de lutte, notre unité a mûri, avec des hauts et des bas. En apprenant à dépasser nos problèmes internes, nous avons renforcé nos liens.

Les décisions se prennent très rapidement. Par exemple, nos actions militaires de septembre à décembre dernier ont été planifiées en quelques jours. Et c'est un bien, tant pour la base que pour la direction, de constater à quel point notre unité fait ses preuves.

ANN: Cela signifie-t-il que le projet d'un parti révolutionnaire unique avance ?

RR: Oui, bien que nous n'ayons pas un schéma préétabli de ce que serait ce parti. A la lumière de l'expérience nouvelle que nous vivons, nous pouvons apporter beaucoup au mouvement révolutionnaire en général en matière de conception unitaire. Parce que cette problématique de l'unité, tous les mouvements révolutionnaires du continent y sont confrontés, avec leurs caractéristiques propres.

Par exemple, le Nicaragua a connu un processus d'unification de son avant-garde différent de ce qui se passe au Salvador, au Chili, ou en Colombie. Un principe a présidé à la création du FMLN : la prépondérance de l'unité sur nos divergences. Tout au long de ces huit années, cette volonté s'est maintenue et développée, et nos

divergences se sont estompées petit à petit. Je peux donner l'exemple de notre discussion pour adopter le "virage politique", si l'on peut dire, qu'implique notre proposition de participer aux élections.

Cette décision a mûri à la lumière de notre expérience de ces dernières années et de l'analyse quotidienne des rapports de force.

Ainsi, parce que nous avons constamment pris le pouls du corps politique, nous avons pu, en quinze jours, élaborer notre proposition, qui doit être prise au sérieux, parce qu'elle représente une chance réelle de solution politique au conflit.

ABANDONNER LA LUTTE ARMÉE ?

ANN: Le FMLN a promis de respecter le gouvernement issu des élections, si elles se déroulent démocratiquement. Cela signifie-t-il qu'en cas d'échec aux élections, vous déposeriez les armes ?

RR: Cette proposition est le fruit d'une évaluation sérieuse des rapports de force. Nous sommes certains que les forces progressistes sont majoritaires dans le pays, non seulement numériquement, mais qu'elles constituent une majorité active, organisée, militante.

C'est pour cela que nous pensons gagner ces élections, si elles se déroulent proprement, démocratiquement. Toutes les entraves "légalistes" que la droite tente de nous opposer prouvent sa crainte de la participation populaire aux élections, sa crainte d'une solution politique à la crise, telle que la Convergence démocratique la propose. La plate-forme de cette dernière est réaliste, elle cherche une issue dans le cadre légal et sans tromper le peuple.

ANN: C'est-à-dire que le FMLN n'envisage pas de déposer les armes ?

RR: Nous n'avons pas parlé de cela. Nous avons parlé d'une trêve de cinq jours pour les élections. Mais nous sommes prêts à discuter de ce délai. Nous sommes réalistes dans notre proposition, ce sont toujours les forces armées qui se sont opposées au cessez-le-feu. La recherche d'un cessez-le-feu définitif exigerait un débat approfondi, allant plus loin que la simple exigence pour nous de déposer les armes. Ce n'est pas sérieux, ce n'est pas réaliste de nous demander d'échanger nos armes contre un bulletin de vote. Il y a déjà eu des élections dans ce pays et il n'en est rien sorti. Ce dont il s'agit, c'est d'organiser des élections qui rendraient possible un cadre de lutte non armée.

ANN: N'est-il pas tentant de prendre le pouvoir par les armes quand il est à portée de main ?

RR: La politique, ce n'est pas une question de tentation, au moins pour des forces responsables comme la nôtre.

Le dénouement de ces huit années de lutte au Salvador est proche, parce que les conditions sont réunies actuellement pour un soulèvement populaire général. La radicalisation de la lutte populaire est un fait objectif et seuls le nient ceux qui ne veulent pas voir la réalité. Nous sommes capables d'accroître notre effort militaire, mais nous essayons d'éviter le coût social qu'entraînerait un déclenchement généralisé de la violence. Le choix de la voie politique ou de la voie armée dépend de la sagesse ou de l'entêtement de ceux qui ne veulent pas se résoudre à un changement, pourtant inévitable.

ANN: L'annonce faite par le FMLN d'interrompre les attaques contre des objectifs militaires étatsuniens au Salvador a été interprétée comme un geste de bonne volonté. A quoi pensez-vous que peut aboutir ce "flirt" avec l'Administration Bush ?

RR: Nous ne le voyons pas comme un flirt, mais comme un élément politique qui garantit le sérieux de notre proposition. Cela définit notre orientation actuelle: abandonner les attaques contre le personnel civil ou diplomatique des Etats-Unis, c'est montrer à Bush que notre révolution ne met pas en péril la sécurité militaire des Etats-Unis, interprétation qui prévalait avec l'Administration Reagan. Nous voulons discuter avec les Etats-Unis d'une solution politique qui permette aux Salvadoriens de trouver leur propre voie dans le respect de leur souveraineté nationale. Si nous y parvenons, nous croyons possible de mener une politique de dialogue avec tous les camps, dans le respect et au bénéfice de tous.

UN NOUVEAU MODELE DE REVOLUTION EN AMERIQUE LATINE

ANN: Certains dirigeants du FMLN parlent d'une révolution pluraliste et dans laquelle toute les classes ont leur place. C'est un discours nouveau qui semble devenir courant dans la gauche centraméricaine. Peut-on parler d'un nouveau modèle de révolution latino-américaine ?

RR: Nous le pouvons et nous le devons. En fait, toute révolution est forcément nouvelle. Les processus révolutionnaires commencent sur des bases conceptuelles peu précises fondés sur l'expérience des autres, ce que certains appellent l'orthodoxie, avec une idée de ce que peut ou doit être une révolution. Au fur et à mesure que le processus national devient une réalité, il acquiert une maturité propre. Compte tenu de l'état actuel de la confrontation entre révolution et contre-révolution dans la région, nous devons savoir que le processus de transition de nos pays vers un nouvel ordre économique et social - pourquoi ne pas le dire - de caractère socialiste, sera relativement long et nous devons combiner les efforts politiques et la force militaire que nous serons capables de construire.

ANN: Revenons plus précisément sur le changement de la politique d'alliance dans le cadre d'un éventuel triomphe de la révolution. Le modèle de révolution dont il était question avant dans la région s'est-il transformé au contact de la réalité ?

RR: L'expression de la lutte des classes varie et doit s'adopter à la réalité. Le problème fondamental de l'Amérique latine est la récupération de sa souveraineté. Une fois posé cet objectif, nous commettrions de graves erreurs si nous raisonnions en terme de lutte des classes telle qu'on la conçoit traditionnellement.

Nous sommes en train d'essayer de créer un consensus national, nous luttons pour une révolution populaire et démocratique. Cela veut dire que les autres secteurs et les autres classes sociales doivent avoir une totale liberté d'organisation. On ne peut considérer que la vérité pour la nation est la vérité d'une seule partie de la nation, même si cette partie est majoritaire.

Traditionnellement, l'impérialisme a utilisé deux stratégies en Amérique latine. Tout d'abord, face à l'ensemble des pays, il a appliqué la doctrine "diviser pour mieux régner".

A l'intérieur de chaque Etat, il a poussé les gouvernements anti-populaires à provoquer la division du mouvement révolutionnaire pour mieux le vaincre. Maintenant, l'Amérique latine est entrée dans une nouvelle étape de son développement politique. Désormais, la question à l'ordre du jour est comment unifier le mouvement populaire et son avant-garde. Les gouvernements aussi travaillent à construire l'unité pour défendre leurs intérêts nationaux et leur souveraineté. De là par exemple, la constitution du Groupe des Huit.

ANN: Dans ce nouveau cadre régional, la lutte armée est-elle encore une option valable ?

RR: Bien sûr. Si elle n'était pas valable, elle ne se développerait pas. C'est ce qui explique que peuple chilien ou le peuple guatémaltèque ont les armes à la main. Dans le cas du Guatemala, l'UNRG fait des propositions politiques qui favorisent une solution pacifique. C'est la même situation en Colombie.

La lutte armée est une option valable en Amérique latine car elle correspond à l'absence de démocraties authentiques. S'il y en a un jour, la nécessité de prendre les armes diminuera. La bonne question est de savoir s'il peut y avoir de véritable démocratie sans une forme quelconque de lutte armée. Si l'on examine l'histoire de l'Amérique latine, on peut répondre que non, mais en fait cela dépend de chaque pays. Au Salvador, le fait que le peuple ait empoigné les fusils a été un élément vital qui nous a permis d'ouvrir la possibilité d'instaurer une démocratie véritable.

L'ECONOMIE APRES LE TRIOMPHE

ANN: Arriver au pouvoir par les élections signifie garder intacte la base économique actuelle. Peut-on faire une révolution dans ces conditions ? comment résoudre par exemple le problème de la terre ?

RR: La première tâche de notre révolution serait de faire passer dans la réalité une série de réformes qui, parce qu'elles sont toujours restées lettre morte, ont servi à tromper les gens. On dit qu'il y a une réforme agraire mais, sans vouloir entrer dans des détails techniques, elle n'a jamais changé la tenure de la terre.

Le potentiel principal de notre économie réside dans la capacité et la qualité du travail des Salvadoriens. Nous devons donner à chacun la possibilité de participer à la production. Ce qu'il faut faire sans attendre, et ce serait en soi une grande mesure révolutionnaire, c'est en finir avec la corruption du secteur public. Cela ouvrirait immédiatement des perspectives de succès économiques dans de nombreux domaines. Tant qu'on considérera l'Etat comme un moyen facile de s'enrichir, on n'arrivera à rien. Il faut garantir une pleine démocratie et l'économie mixte.

Nous devons surtout apporter des réponses concrètes aux grandes revendications historiques de notre peuple: terre, travail, éducation, santé, logement. On ne peut y arriver d'un seul coup, il faut que le processus avance par étapes sans s'arrêter. Aller trop vite comporte des risques que nous n'allons pas courir.

UNE ARMEE UNIQUE

ANN: Comment concilier, après le triomphe, les forces armées actuelles et l'armée de la guérilla ?

RR: Comme il faut s'y attendre quand il y a une guerre, au Salvador les appareils militaires sont excessivement développés.

Si vient la paix. Le problème ne sera plus le même, bien que nous prévoyons une organisation des citoyens pour la défense de l'ordre public et national, une forme de défense civile.

Nous n'avons pas besoin d'une super-armée, mais plutôt d'une armée de travailleurs dans la production. Dans une situation de paix, les deux armées pourront se fonder en un seul appareil. Nous pensons que le soldat est un homme du peuple dont les intérêts ne sont pas les mêmes que ceux des gens au service desquels il se bat. C'est un citoyen trompé. Si on lui explique la situation politique, il peut parfaitement s'intégrer à une armée nationale.

Infliger une défaite à une armée n'est pas forcément neutraliser tous ses soldats, c'est avant tout briser sa comba-

tivité. Au Salvador, il est possible de trouver une solution qui ne passe pas par l'écrasement total des forces armées.

Il faut bien comprendre une chose: nous sommes de plus en plus forts et c'est pour cela que nous pouvons nous offrir le luxe d'être souples, proposer des solutions pour éviter le bain de sang. Nous voulons une victoire politique pour la majorité, c'est-à-dire pour l'ensemble de l'énorme secteur paysan dont se nourrit l'armée en recrutant de force.

L'armée du gouvernement ne doit pas penser que notre proposition est motivée par une position de faiblesse. Au contraire, c'est elle qui est en position de faiblesse et qui a peur que le peuple impose la démocratie.

EN BREF :

**HONDURAS :
LES MILITAIRES MENENT LA DANSE**

par Misael Barrios

Tegucigalpa, 8 fev. (ANN). Dotée d'un budget annuel deux fois supérieur à celui de la santé, l'armée hondurienne, première puissance militaire dans la région et soutenue largement par les Etats-Unis, représente le véritable pouvoir au Honduras.

Forte de 20'000 hommes et 4'000 policiers parfaitement entraînés, l'armée hondurienne, en plus de son propre budget annuel de 150 millions de dollars, peut compter sur l'aide généreuse des Etats-Unis (on s'attend à 80 millions de dollars pour cette année).

L'opposition traditionnelle et jusques-à certains chefs d'entreprise conservateurs critiquent ces dépenses militaires énormes et injustifiées dans un pays en paix. Le haut commandement, lui, argue de l'aide extérieure et de la situation régionale pour le défendre.

Au fil des changements politiques dans la région, les Etats-Unis ont augmenté de façon disproportionnée leur aide qui est passée de 2,3 millions de dollars en 1979 à 81,5 millions cette année. On peut donc parler à juste titre du Honduras comme de la "citadelle de Washington".

Les militaires honduriens, entraînés et préparés par les conseillers étatsuniens, ont atteint un haut degré de professionnalisation. Certains observateurs politiques affirment que les milliers de soldats étatsuniens participant aux manœuvres (la semaine dernière, 600 parachutistes américains ont simulé l'attaque d'une ville hondurienne) et les 1'200 Marines bases en permanence font quasi partie des forces armées locales.

Et pourtant, ainsi que le dénonce l'opposition, les président Azcona a fait immédiatement appel aux Marines américains lors des difficultés avec le Nicaragua. "A quoi sert d'entretenir une armée à coup de millions de dollars, si elle est incapable d'affronter un ennemi qui n'existe même pas, puisque le Nicaragua n'a jamais eu l'intention de nous faire la guerre", commente un dirigeant de l'opposition.

Mais les forces armées continuent néanmoins à s'armer, dotées par exemple de nouveaux bombardiers F-5 par les Etats-Unis ou de navires de guerre israéliens. La restructuration récente de ses différentes branches a correspondu à des changements dans l'encadrement, décidés par le Conseil supérieur de la Force armée. A sa tête, le général Humberto Regalado apparaît aujourd'hui comme l'homme fort du pays, comme le fut en son temps le général Gustavo Alvarez, récemment assassiné à Tegucigalpa, tandis que les différents partis politiques développent, en cette période pré-électorale, leurs stratégies pour arriver à la présidence, qui ne leur donnera pas pour autant le vrai pouvoir.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/Sfrs 250.--
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

